

ANNEE ACADEMIQUE 2025 - 2026

COURS D'ECONOMIE GENERALE NIVEAU L1

DEPARTEMENT AGRONOMIE – ENVIRONNEMENT

Par : YORHONDE DALIAM AUBIN

TITRE DU COURS : ECONOMIE GENERALE

SYLLABUS

DESCRIPTION DU COURS : ce cours a pour objet de faire acquérir par les étudiants du département les mécanismes économiques de base permettant la satisfaction des besoins de l'homme, dans une société en développement.

OBJECTIFS SPECIFIQUES :

A la fin de ce module, chaque étudiant doit être capable de :

- Appréhender la notion d'activité économique
- Déterminer les principaux facteurs de production
- Préciser les termes d'épargne et de crédit ainsi que leurs utilisations
- Dire comment se constituent les revenus familiaux
- Indiquer les différents types de marchés
- Caractériser le développement et ses inégalités

CONTENU DETAILLE :

Introduction

1. L'activité économique
2. Les facteurs de production
3. L'épargne et le crédit
4. Les revenus familiaux
5. Le marché et les prix
6. Le développement et ses inégalités

EVALUATION :

- Travaux dirigés
- Examen final
- Examen de rattrapage
- Contrôle de classe.

STRATEGIES :

- Méthode active, participative
- Exposé informel

INTRODUCTION

Tout être humain a des besoins : se nourrir, se vêtir, se soigner, apprendre, se distraire, voyager, etc. L'homme cherche à satisfaire ses besoins par des moyens qu'il trouvera dans le monde extérieur. Ces moyens sont appelés biens et sont par nature limités.

Le mot « Economie » dérive du mot grec Oikanomos (administration du domaine et nomos : règle). L'économie signifiait l'administration de la maison ou du domaine.

L'administration de la maison ou du domaine ne prendra un sens général plus large pour désigner l'administration de la cité d'Etat. C'est ainsi qu'on lui adjoint l'adjectif politique où le gouvernement joue un grand rôle.

L'objet de l'économie est l'étude des besoins des hommes et de leur satisfaction. Les besoins sont considérés comme illimités et présentent de grandes caractéristiques : ils sont multiples, saturés et interdépendants (l'utilisation d'une voiture entraîne des besoins en essence, en huile, pneus, etc. ces besoins sont complémentaires).

Les biens permettant la satisfaction des besoins sont limités. L'économie étudie l'adéquation entre les besoins et les biens. La science économique étudie l'activité humaine s'appliquant à la satisfaction des besoins divers. Elle s'efforce ainsi d'expliquer les phénomènes observés : les comportements, les réactions, les décisions économiques.

Ces actions multiples et variées représentent l'activité économique, dont les mécanismes permettent :

- La production des biens économiques, ceux que la nature ne peut offrir directement aux individus
- L'échange des biens produits, selon les règles d'intérêt et de nécessité des partenaires
- La consommation afin de satisfaire des besoins d'intensité diverse.

L'économie politique connaît 3 phases dans son évolution :

- Dans la première phase, l'économie politique était comprise comme la science qui étudie les phénomènes par lesquels les hommes tendent à satisfaire leurs besoins nombreux et illimités à l'aide des biens rares
- Dans la deuxième phase, l'économie politique deviendra la science qui s'occupe des échanges onéreux
- Enfin, dans la troisième phase, l'économie politique plus connue sous les expressions de science économique, se présente comme la science de l'aménagement des échanges avec le monde extérieur.

CHAPITRE 1 : L'ACTIVITE ECONOMIQUE

OBJECTIFS :

- Appréhender les besoins et les biens économiques
- Expliquer les notions de production, de consommation et d'investissement
- Faire la répartition des revenus.

I – LES BESOINS ET LES BIENS ECONOMIQUES

La production est destinée à satisfaire, grâce à la consommation, les besoins économiques ressentis par les hommes.

1- BESOIN ECONOMIQUE

Le besoin est défini comme une privation ou sentiment qui porte à désirer. La satisfaction de ces besoins implique l'existence des biens et des services susceptibles de répondre aux désirs, c'est-à-dire, faire cesser les sensations de privation. Satisfaire ces besoins, c'est consommer.

Les besoins traditionnels (vitaux) tendent à s'exprimer de façon sans cesse plus raffinée. C'est ainsi que dès lors que la faim est satisfaite, les hommes aspirent à diversifier leur régime alimentaire et à se procurer des denrées variées et riches. D'autre part, des besoins nouveaux apparaissent sans cesse (électricité par exemple) sous l'effet du progrès technique (télévision en couleurs) et la vie en société ou facteurs sociaux (mode : minijupe ; besoin d'imitation : chefs d'Etat, vedettes, etc.).

On appelle minimum vital ce qui, dans un pays donné, à une époque donnée, est indispensable à l'existence (difficile à définir). Sont vitaux, les besoins de la satisfaction desquels dépend la survie. De même le luxe est difficile à définir. Chacun définit de façon subjective ce qui lui semble correspondre au minimum vital et à la notion de luxe.

2- BIEN ECONOMIQUE

Les biens et services sont tous les objets et produits qui ont une utilité, c'est-à-dire aptes à satisfaire des besoins. Certains besoins immatériels (éducation, santé, sécurité, distraction,

etc.) ne peuvent être satisfaits que par des services (juges, médecins, professeurs, militaires).

Biens et services servent à la satisfaction des besoins et contribuent ensemble à la réalisation du bien-être.

II – LA PRODUCTION

On produit des biens et services qui répondent aux besoins des individus. Cependant très nombreux sont les besoins qui ne s'expriment pas parce que ceux qui les ressentent n'ont pas les moyens de consommer donc de les satisfaire. 'La consommation n'est-elle pas le reflet des besoins ?

Ensuite la satisfaction de certains besoins ne dépend pas des ressources des consommateurs (enseignement, santé gratuits). Aussi, les producteurs ne répondent pas docilement qu'on le croit aux besoins exprimés par les consommateurs : on peut orienter le consommateur afin de faire acheter certains produits.

La production désigne cette partie de l'activité humaine qui se traduit par la création de biens et services propres à satisfaire les besoins individuels ou collectifs. Le résultat est appelé produit ou production.

Les activités de production sont multiples : élevage, fabrication de voitures, etc., mais aussi diagnostic du médecin ou coupe de cheveux réalisée par le coiffeur. Dans le premier groupe d'exemples, l'activité de production se traduit par la réalisation d'un produit matériel, on dit qu'il y a création de biens. Dans le second groupe le produit est immatériel, on parle alors de service.

Le PIB est une estimation de la valeur de ce qui est produit dans un pays. Il comprend non seulement tous les biens et services payants mais aussi la valeur des services publics gratuits.

III – LA PRODUCTIVITE

La productivité se définit comme le rapport d'un résultat aux moyens mis en œuvre pour atteindre ce résultat. On distingue la productivité du travail et la productivité du capital.

La productivité du travail peut s'évaluer en quantités physiques ou en valeurs monétaires. Elle s'exprime par le rapport entre la quantité (ou la valeur) de la production et la quantité (ou le prix-salaire) de travail indispensable à la réalisation de cette production.

Taux de productivité = Production (nombre de produits fabriqués) ÷ nombre d'heures de travail (quantité de travail en heures).

La productivité du capital (son rendement) peut se calculer de la même façon en remplaçant dans le rapport le facteur travail par le facteur capital.

Constatons que le taux est d'autant plus élevé que la production est plus forte pour une quantité de facteurs plus faible.

Dans tous les domaines, la production s'est accrue d'une manière inégale. Les causes de l'augmentation de la productivité sont nombreuses :

- La recherche scientifique et technique a permis de découvrir de nouveaux produits et de nouveaux procédés de production
- L'amélioration de l'équipement due à l'importance des investissements (machinisme)
- Organisation du travail : division du travail et spécialisation, des tâches.

Le progrès technique est la principale cause de l'augmentation de la productivité et l'augmentation de la productivité est le facteur principal de l'augmentation de la production et de l'amélioration du bien – être.

IV – LA CONSOMMATION

La consommation est destinée à satisfaire les besoins économiques. On définit la consommation comme la destruction destinée à satisfaire des besoins humains. La consommation peut être lente (usure) : destruction matérielle. On appelle bien de consommation durable, les biens qui font l'objet d'une utilisation prolongée. On distingue 2 grands types de consommation :

- Les consommations privées ou collectives sont celles qui sont payées par les particuliers en payant le prix grâce à leurs ressources : denrées alimentaires, vêtements, cinéma, etc.
- Les consommations collectives sont celles qui sont effectuées sans payer : l'enseignement public, les routes, etc.

Le progrès technique multiplie les biens et les services destinés à satisfaire les besoins.

Les différences de consommation s'expliquent essentiellement par l'inégal degré de développement économique.

Manger, se vêtir, se soigner, faire du sport sont autant d'activités accomplies tous les jours par chacun d'entre nous et qui, du point de vue économique, renvoient à une seule et même fonction : consommer. On parle alors de consommation finale pour désigner l'usage des biens et services par les ménages dans le but de satisfaire directement leurs besoins sans que cet usage n'engendre d'autres biens et services (à la différence des consommations intermédiaires des matières premières).

On parle de consommation privée ou individuelle, lorsqu'un bien ou un service ne peut être consommé que par une seule personne ou un tout petit groupe de personnes à la fois. A l'inverse, on parlera de consommation collective lorsqu'un même bien ou un même service peut être consommé en même temps par un grand nombre de personnes.

V – L'INVESTISSEMENT

Le capital technique est l'ensemble des biens de production (machines, outillages, usines) qui ont la vertu de rendre les autres facteurs plus productifs. L'opération qui consiste à accroître l'outillage d'une entreprise est l'investissement. On peut distinguer 2 types d'investissement : les investissements de capacité qui permettent d'accroître les quantités produites et les investissements de productivité qui ont pour fonction principale d'améliorer la productivité.

Si une entreprise choisit d'investir, c'est d'une part parce qu'elle estime qu'elle peut assurer le financement de l'investissement et d'autre part qu'elle peut s'assurer de la rentabilité de l'investissement.

VI – LA REPARTITION DES REVENUS

Le salaire gagné par un employé, le loyer perçu par le propriétaire d'une maison, les allocations touchées par une famille nombreuse sont des revenus.

Pour le revenu d'un commerçant encaissant chaque jour le paiement de ses clients, toutefois une partie de ses recettes lui sert à acheter les marchandises qu'il revend, une autre partie à payer divers frais : loyer du magasin, électricité, téléphone, impôts et taxes.

C'est la différence entre ces recettes et ces dépenses qui constitue un revenu (bénéfice). Ceux qui contribuent d'une manière ou d'une autre à cette activité productrice sont payés pour cela : salaires, intérêts, bénéfices, loyers, etc. Ce sont autant de revenus qui sont distribués .

CHAPITRE 2 : LES FACTEURS DE PRODUCTION

OBJECTIFS :

- Déterminer les principaux facteurs de production

- Mesurer l'efficacité d'une combinaison productive
- Ressortir la relation entre progrès scientifique et productivité
- Expliquer économie et déséconomie d'échelle

Toute production agricole, industrielle, ou de services, suppose la réunion et la combinaison d'un certain nombre de facteurs dans le cadre d'une unité déterminée : entreprise agricole, atelier artisanal, entreprise industrielle, service public, etc.

La production est l'activité qui consiste à créer des biens et des services grâce à des facteurs de production : travail fourni par l'homme, capital technique et financier, matières premières (qui sont détruites au cours de la production, soit incorporées au produit final ; on parle aussi de capital circulant ou de consommations intermédiaires).

On distingue traditionnellement 3 composantes dans la production :

- La capacité de travail d'une population active
- Les ressources de la nature (terre, matières premières, énergie non élaborée, etc.)
- Les moyens en capital (investissements) pour la mise en œuvre des ressources disponibles.

I - LE FACTEUR TRAVAIL

Le facteur travail dans le processus de production peut être appréhendé sous 2 aspects : aspect quantitatif et aspect qualitatif.

1- Quantité de travail

Depuis 1750, la population n'a cessé de croître. Jusqu'au début du 20^{ème} siècle, les pays à forte croissance économique étaient ceux où la poussée démographique était la plus forte.

Pour les pays en voie de développement, l'explosion démographique peut constituer un obstacle à leur croissance et à leur développement car toutes les ressources de la nation sont tournées vers la satisfaction des besoins élémentaires de la population (alimentation, logement, santé). la croissance démographique exerce un impact sur la croissance économique car :

- Elle fournit une main-d'œuvre abondante (exemple : développement de l'industrie au cours de la première révolution industrielle grâce à l'importance de la main-d'œuvre d'origine agricole)
- Elle constitue un débouché pour la production.

2- Qualité du travail

Le niveau d'éducation, de formation professionnelle améliore la qualité de la main-d'œuvre et permet d'accroître la productivité du travail.

A long terme, une main-d'œuvre éduquée et qualifiée s'adapte beaucoup mieux aux changements qu'entraîne la croissance.

II - LE FACTEUR CAPITAL

Le capital comporte le capital financier et le capital technique.

Le capital financier est une somme d'argent.

Le capital technique est l'ensemble des biens matériels permettant de créer de nouveaux biens : équipements, véhicules, installations, bâtiments administratifs, écoles, routes, etc. il est le fruit d'une épargne suivie d'un investissement selon le processus ci-après.

1- L'ÉPARGNE

Les agents économiques disposent d'un revenu. S'ils ne dépensent pas la totalité de leur revenu, le reste c'est-à-dire l'épargne peut être investie dans une entreprise. Les agents économiques investissent rarement directement : ils mettent cette épargne à disposition des entreprises moyennant une rémunération. Cela permet aux entreprises d'acheter des machines, des matières premières, d'embaucher le personnel, etc.

2- L'INVESTISSEMENT

Avec l'épargne, l'entreprise réalise des investissements. Plus l'investissement brut est élevé, plus forte est la croissance économique du pays considéré.

En effet, le rôle de l'investissement dans la croissance a été mis en évidence dans de nombreux pays. On a pu constater que dans les 30 années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, « les 30 glorieuses », les pays ayant les plus forts taux d'investissement ont connu les plus forts taux de croissance économique

Pour être compétitives, les entreprises doivent investir sans cesse et disposer d'équipements performants, à la pointe du progrès. L'investissement permet ainsi d'augmenter les quantités produites, de réduire les coûts de production et de proposer de nouveaux produits.

Le maintien d'un taux d'investissement élevé suppose que les entreprises se modernisent sous la pression de la concurrence et répondent à une demande qui rend nécessaire un élargissement des capacités de production.

L'accumulation du capital et les investissements nouveaux sont considérés comme les bases fondamentales de la croissance.

Facteur travail et facteur capital constituent ce qu'on appelle facteurs de production.

III – LE FACTEUR NATUREL

En principe, plus un pays dispose de ressources naturelles, plus sa croissance devrait être facilitée. Cependant, il n'en est pas toujours ainsi. Certains pays en voie de développement ont des ressources considérables inexploitées tandis que d'autres pays comme le Japon ne disposant pas de ressources naturelles ont connu une croissance rapide.

IV - LA COMBINAISON DES FACTEURS DE PRODUCTION

1- LA PRODUCTION TOTALE (PT)

La production totale (ou productivité totale) d'un facteur de production se définit par la quantité du bien qui peut être obtenue en combinant une quantité variable d'un facteur avec une quantité fixe d'un autre facteur.

2- LA PRODUCTION MOYENNE (PM)

La production moyenne (ou productivité moyenne) d'un facteur est le quotient de la valeur de la production obtenue par le nombre d'unités de travail ou de capital qui ont permis de l'obtenir, soit :

$$PM = \frac{PT}{Q}$$

3- LA PRODUCTION MARGINALE (Pm)

La production marginale (ou productivité marginale) est celle des unités supplémentaires de travail ou de capital dont la mise en œuvre permet d'obtenir le produit marginal. C'est la variation de la production totale résultant d'une variation de sa quantité, soit : $Pm = \frac{\Delta PT}{\Delta Q}$.

V – ECONOMIE ET DESECONOMIE D'ECHELLE

A – ECONOMIE D'ECHELLE

Les économistes ont observé comment évolue le coût moyen lorsque la taille de l'usine s'accroît. Ils ont conclu que, en général, lorsque la taille d'une usine augmente, dans un premier temps intervient une baisse du coût moyen. Cette baisse est appelée économie d'échelle. Cette économie se situe sur plusieurs plans : pouvoir de négociation propre à la grande entreprise, achat à meilleur compte, possibilités de développer les recherches et les études de marché, avantages techniques de la concentration, production de masse, meilleures conditions de financement, etc.

B – DESECONOMIE D'ECHELLE

Au-delà d'une certaine taille d'usine, le coût moyen peut devenir croissant : on parle alors de dés économie d'échelle. Une trop grande taille de l'usine peut entraîner une forte augmentation des coûts de coordination, d'organisation, d'administration ayant un coût indirect élevé.

VI – LES CONSEQUENCES DES CHOIX D’UNE COMBINAISON PRODUCTIVE

Pour produire, l’entreprise utilise en proportions variables du travail et du capital. L’entrepreneur a le choix entre plus de capital et moins de travail ou l’inverse. La combinaison retenue est en principe celle qui assure la production de meilleure qualité au moindre coût. L’entrepreneur doit toujours prendre également en compte les aspects humains du problème et penser à sauvegarder l’emploi de son personnel.

VII - LA MESURE DE L’EFFICACITE DE LA COMBINAISON PRODUCTIVE : LA PRODUCTIVITE

Lorsque plusieurs combinaisons de facteurs sont possibles pour obtenir un volume donné de production, on peut remplacer du travail par du capital ou du capital par du travail. Les facteurs de production sont dits alors substituables. L’entreprise a alors intérêt à choisir la combinaison productive qui lui revient le moins cher.

La productivité mesure le rapport entre une production et les facteurs utilisés pour la réaliser : travail et capital. On peut le calculer au niveau d’un salarié, d’une entreprise, d’une nation, etc. elle permet de mesurer l’efficacité des combinaisons productives.

On peut calculer différentes productivités mais la plus utilisée par les économistes est la productivité du travail. Celle-ci peut être calculée en volume ou en valeur, ce qui est préférable pour réaliser des comparaisons :

$$\text{Productivité en volume} = \frac{\text{quantité produite}}{\text{quantité de travail utilisée}}$$

$$\text{Productivité en valeur} = \frac{\text{valeur produite}}{\text{quantité de travail utilisée}}$$

La somme de toutes les valeurs ajoutées réalisées dans une économie prend le nom de produit intérieur brut (PIB). Le PIB mesure donc la valeur des richesses produites par une économie. Cette richesse est distribuée sous forme de salaires (revenus du facteur travail), profits (revenus du facteur capital), et une part va à l’Etat (impôts).

VIII – PROGRES SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ET PRODUCTIVITE

Le progrès scientifique et technique a entraîné une diminution de la quantité de travail et une augmentation de la part du capital technique dans la combinaison productive. Il a, en effet permis de remplacer du travail humain par des matériels de plus en plus performants. Il en est donc résulté une amélioration importante de la productivité du travail humain. C’est-à-dire qu’avec une même quantité de travail il a été possible une production de plus en plus élevée.

Ce sont ces gains de productivité qui ont permis une constante amélioration du niveau de vie dans les pays industrialisés : élévation du pouvoir d’achat du salaire horaire des travailleurs, baisse du prix de certains produits (appareils électroménagers, postes de radio ou de

télévision par exemple). Mais ces gains de productivité ont également permis une certaine réduction de la durée du travail qui a donné aux travailleurs le temps de vivre plus librement.

IX – LA SUBSTITUTION DU CAPITAL AU TRAVAIL ET SES CONSEQUENCES

Il y a substitution du capital au travail lorsque le capital technique remplace du travail humain dans la combinaison productive.

La robotique et la bureautique ont, depuis peu d'années, entraîné une accélération de ce phénomène dans les secteurs secondaires et tertiaires. La robotisation semble, en particulier, indispensable aux industriels pour abaisser leurs coûts de production et conserver leur compétitivité sur le plan international.

Cette substitution du capital au travail permet en effet aux entreprises de réaliser d'importants gains de productivité. Elle leur permet également de supprimer les tâches pénibles. Mais elle suscite de fortes craintes devant les suppressions d'emplois qu'elle entraîne.

CHAPITRE 3 : EPARGNE ET CREDIT

OBJECTIFS :

- Donner les raisons qui poussent à épargner
- Exposer les mobiles qui poussent à demander du crédit

SECTION 1 : L'EPARGNE ET SES UTILISATIONS

I – DEFINITION

On appelle épargne la partie des revenus qui n'est pas utilisée à des dépenses de consommation.

L'épargne vient grossir le patrimoine du ménage qui la constitue, soit qu'il la conserve sous forme de liquidités, soit qu'elle serve à acquérir des biens durables ou des créances, soit qu'elle serve à rembourser une dette contractée ultérieurement par exemple l'achat d'un logement.

II- LES MOTIFS DE L'EPARGNE

Les ménages épargnent pour des raisons qui sont personnelles à chacun, mais leurs décisions sont influencées par des facteurs économiques généraux.

Les ménages ont de nombreuses raisons d'épargner. Selon les cas :

- a- L'épargne est constituée en vue de procéder ultérieurement à des dépenses de consommation importante (voyages, vacances, etc.). elle ne constitue qu'une réserve éphémère
- b- L'épargne n'est que la conséquence logique d'une décision d'investir, c'est-à-dire acquérir certains équipements
- c- L'épargne est destinée à se prémunir contre certains risques en constituant des réserves de sécurité (maladies ou accidents dans la famille)
- d- L'épargne résulte du désir de s'enrichir. Les ménages épargnent alors pour faire des placements dont ils attendent soit des revenus substantiels, soit un gain résultant d'une plus-value, soit les 2 à la fois
- e- L'épargne résulte de l'impossibilité de consommer tous les revenus. Les ménages dont les revenus sont élevés et qui satisfont à leur gré leurs besoins de consommation disposent parfois des ressources sans emploi.

III – LES FORMES DE L'EPARGNE

A – COMPOSITION DE L'EPARGNE

L'épargne qui naît, peut-on dire, sous forme de monnaie, est en grande partie transformée.

1. C'est la partie de l'épargne qui est conservée sous forme de monnaie. C'est ce qu'on appelle épargne monétaire. Lorsque le ménage conserve son argent sous forme « liquide », on dit que ce dernier « thésaurise ».
2. Une partie de l'épargne est utilisée à acquérir des biens divers considérés comme offrant une sécurité contre la perte de la valeur de la monnaie : or, pièces précieuses
3. Une partie de l'épargne est utilisée pour acquérir des biens durables, par exemple acquisition de logements

4. Une partie de l'épargne est investie. Elle est utilisée par les ménages dans leurs activités productives, exemple : achat de terrains, de bâtiments, machines, outils, etc. on dit que les ménages investissent
5. Une partie de l'épargne est transformée en « placements ». on appelle placement un transfert d'épargne à une personne, à une entreprise ou à une collectivité publique qui l'utilisera. Le ménage en question espère tirer des revenus supplémentaires.

B – LES TRANSFORMATIONS DE L'EPARGNE DES MENAGES

L'épargne des ménages s'est considérablement transformée, tant quantitativement que qualitativement.

- 1- Quantitativement, l'épargne est plus importante en valeur absolue. Mais le taux d'épargne a diminué
- 2- Qualitativement, on constate que :
 - Une fraction plus importante de l'épargne est conservée sous forme liquide, de façon à être constamment disponible
 - Beaucoup de placements sont à court terme.

SECTION 2 : LE CREDIT

Faire crédit à un acheteur, c'est lui prêter de l'argent pour qu'il puisse faire son achat à charge pour lui de rembourser ultérieurement le prêt qui lui a été consenti.

I – QUI FAIT CREDIT ?

Il existe 3 formes de crédit dont les individus sont susceptibles de bénéficier :

- Le crédit à la consommation qui permet d'acheter des biens de consommation, plus ou moins durables
- Le crédit à la construction qui permet d'acquérir un logement
- Le crédit à l'équipement professionnel qui permet à des ménages possédant de petites entreprises d'acheter les équipements dont ils ont besoin.

A – LE CREDIT A LA CONSOMMATION

On en distingue plusieurs formes :

- Sous sa forme la plus simple, le prêt au consommateur est consenti par les commerçants eux-mêmes. Ils font crédit à leurs clients et se font rembourser en fin de semaine ou en fin de mois. On appelle cette forme de crédit, le « crédit direct »
- Le crédit est fréquemment consenti à des acheteurs de certaines catégories de biens par des organismes financiers particuliers.
- Du crédit à la consommation est enfin consenti par les banques.

Dans tous les cas le service rendu est payé par un intérêt qui majore le prix des biens et services achetés.

Les organismes qui consentent un crédit à la consommation prennent naturellement un risque : celui de ne pas être remboursé. Aussi, s'entourent-ils de certaines précautions :

- Ne pas être déjà trop endetté et avoir des revenus futurs stables
- Reprendre le bien vendu après diverses sommations, mais ce procédé est difficile.

B – LES AUTRES FORMES DE CREDIT CONSENTIS AUX INDIVIDUS

1- LES PRETS POUR L'ACQUISITION DE LOGEMENTS

Les prêts consentis aux acquéreurs varient selon les types de logements. La durée du prêt est plus ou moins longue

Les organismes prêteurs se couvrent contre le risque de non remboursement en prenant un gage sur le logement pour l'achat duquel le crédit est consenti. C'est ce qu'on appelle une « hypothèque ».

2- LES CREDITS D'EQUIPEMENT

Certains ménages possèdent et exploitent une entreprise individuelle. Ces ménages doivent s'équiper pour faire fonctionner leurs exploitations, leurs commerces, leurs entreprises : acheter des machines, réparer ou agrandir les bâtiments. Lorsque les ménages ne disposent pas de ressources suffisantes pour effectuer ces opérations, ils doivent obtenir un crédit, un prêt qu'ils rembourseront ultérieurement. Ce service leur est rendu par les banques et par des établissements spécialisés : PARCEC par exemple.

II – IMPORTANCE PRISE PAR LE CREDIT A LA CONSOMMATION

L'importance du crédit à la consommation varie selon les secteurs. L'endettement réel varie d'un ménage à un autre. En général, les ménages sont plus endettés par les crédits obtenus pour l'achat de logements.

Les conséquences du crédit à la consommation sont :

▪ Sous l'angle du consommateur

Le crédit à la consommation présente des avantages, mais il n'est pas non plus sans inconvénients.

Son avantage est de permettre en particulier à tous les ménages qui ont des revenus modestes de profiter des biens qu'ils achètent sans attendre d'avoir mis de côté, c'est-à-dire épargné la totalité du prix de ces biens.

Mais le crédit à la consommation présente un inconvénient lorsque le montant des frais et des intérêts demandés sont excessifs. D'autre part, le crédit à la consommation fait peser des obligations sur les ressources futures des ménages.

- **Sous l'angle de l'économie**

Le crédit à la consommation a des conséquences sur l'activité économique du pays en ce qu'il l'oriente vers la production de certains biens.

Le crédit à la consommation a facilité l'équipement des ménages en biens durables, a permis le développement des entreprises produisant des biens ainsi demandés, le développement du parc automobile.

Les difficultés rencontrées par les activités du spectacle (théâtre, cinéma) sont en partie dues à ce que de nombreux ménages ont acheté des postes de télévision.

CHAPITRE 4 : LES REVENUS FAMILIAUX

OBJECTIFS :

- Catégoriser les revenus des ménages
- Faire la répartition des revenus
- Mettre en évidence l'utilité du revenu

On appelle revenu l'ensemble des ressources en monnaie (auxquelles peuvent s'ajouter des éléments en nature que l'on peut évaluer en monnaie) dont on bénéficie régulièrement pendant une certaine période.

I – LES DIFFERENTES CATEGORIES DE REVENUS

On distingue traditionnellement 2 catégories de revenus :

- Ceux qui sont perçus par les personnes en raison de leur participation à des activités productives
- Ceux qui sont perçus par des individus ou par des familles indépendamment de toute participation à des activités de production et que l'on appelle des « revenus sociaux » ou encore « revenus de transfert ».

A – LES REVENUS QUI REMUNERENT LES FACTEURS DE PRODUCTION

On appelle facteur de production, les différents éléments grâce auxquels l'usine fonctionne : le sol, le capital technique et le travail du personnel.

Les catégories de revenus qui rémunèrent les facteurs de production sont :

- Les revenus de travail portent des noms variés : salaires (ouvriers), traitements (fonctionnaires), gages (gens de magasins), etc. On y assimile les honoraires (médecins architectes, etc.)
- Les revenus de la propriété : ce sont des revenus qui sont versés aux propriétaires des facteurs de production autres que le travail (loyer, intérêts)
- Les revenus « mixtes » : certains revenus rémunèrent à la fois le travail et la propriété. D'où le nom de revenus mixtes.

B – LES REVENUS SOCIAUX OU DE TRANSFERT

A la différence de ceux qui rémunèrent les facteurs de production, les revenus sociaux, encore appelés revenus de transfert, ne sont pas versés aux ménages en échange d'une participation directe à l'effort de production. Il s'agit notamment des :

- Prestations familiales qui ont pour but d'aider les familles à élever les enfants dont elles ont la charge
- Prestations versées aux malades (ceux qui ne peuvent plus travailler) ou à couvrir une partie des dépenses de maladies
- Allocations versées aux chômeurs en attendant de trouver un travail
- Les retraites versées aux personnes qui ont cessé de travailler.

II – LA REPARTITION DES REVENUS

A – LES RESSOURCES DES MENAGES SONT COMPOSITES

Dans la plupart des cas, un ménage dispose de plusieurs sources de revenus, au moins un revenu d'activité et des revenus de transfert. Si toutes les personnes qui touchent des salaires sont des salariés, inversement, les salariés ne perçoivent pas que des salaires.

B – LA REPARTITION DES REVENUS ENTRE LES MENAGES N'EST PAS EGALE

Dans tous les pays du monde, on constate une grande inégalité de la répartition des revenus : il y a des gens pauvres et des gens riches. Cette inégalité est plus ou moins importante selon les pays.

III – L'UTILISATION DES REVENUS

Un ménage perçoit pendant une année des ressources diverses. Leur somme constitue le revenu brut du ménage l'année considérée. A quoi est-il utilisé ?

- Le ménage déduit de ce revenu brut des sommes qu'il doit payer comme impôts ; ce qui lui reste constitue son revenu net ou revenu disponible
- Une grande partie du revenu net sert à effectuer des dépenses de consommation grâce auxquelles il a un certain niveau de vie
- La plupart des ménages ne consacrent pas la totalité de leurs revenus nets à la consommation. Ils en réservent une partie pour d'autres emplois et constituent ainsi une épargne.

CHAPITRE 5 : MARCHES ET PRIX

OBJECTIFS :

- Apprécier l'offre et la demande
- Identifier les différents types de marché
- Déterminer les prix dans un système concurrentiel

I – LES MECANISMES DE MARCHÉ

A – LA NOTION DE MARCHÉ

Le terme marché peut recouvrir plusieurs significations :

- Le marché peut être localisé avec la présentation de marchandises et la présence physique des acheteurs et des vendeurs.

Exemple : madame Loum va faire son marché le samedi matin pour acheter des fruits et des légumes.

- Le marché désigne une convention passée entre un acheteur et son vendeur selon l'expression « conclure un marché ».

Exemple : l'entreprise Electric Plus a conclu un marché avec le gouvernement pour rénover l'installation électrique d'un hôpital.

- Le marché peut aussi désigner un ensemble de consommateurs susceptibles de fournir des débouchés aux entreprises.

Exemple : les entreprises japonaises ont conquis le marché français des magnétoscopes

- Le marché peut avoir une acception plus abstraite, il désigne alors un ensemble d'offre et de demandes dans un domaine déterminé.

Exemple : le marché mondial du pétrole connaît d'importantes fluctuations.

D'une manière générale, le marché est le lieu de rencontre (éventuellement abstrait) où les offres des vendeurs rencontrent les demandes des acheteurs qui s'ajustent à un prix. Les échanges portent à la fois sur les biens, les services, les capitaux et les facteurs de production.

B – LES PRIX

Le prix est le nombre d'unités pour obtenir une marchandise ou un service à un moment donné, dans un lieu donné et pour une quantité spécifique précise. C'est l'expression en monnaie de la valeur d'une marchandise. Le prix permet l'ajustement entre une demande, fonction décroissante du seul prix, et une offre, fonction croissante du seul prix. Le prix d'équilibre, résultat du jeu libre des forces économiques est une grandeur incontournable de la théorie néo-classique.

Exemple : selon les saisons, monsieur Baldé achète le kilo de bananes entre 210 et 360 f.

C - LES CONDITIONS DE LA CONCURRENCE PURE ET PARFAITE

A partir de l'étude d'un certain nombre de marchés notamment agricoles, les économistes néo-classiques du XIX^{ème} siècle comme Walras, Jevons, Marshall ont analysé les conditions

de la réalisation d'une situation de concurrence pure et parfaite. Ces conditions sont au nombre de 5 :

- L'atomicité : il existe un grand nombre d'offres et de demandeurs de petite taille, chacun exerçant une influence négligeable sur le marché
- L'homogénéité du produit : les produits ont des caractéristiques identiques, ils ne sont pas différenciés
- La liberté d'entrée ou de sortie sur le marché : de nouveaux concurrents peuvent entrer librement sur le marché. A l'inverse, tout concurrent peut à tout moment sortir librement du marché.
- La transparence : acheteurs et vendeurs sont parfaitement informés à tout moment de l'état réel de l'offre et de la demande et des conditions de prix.
- La fluidité de l'offre et de la demande : l'offre est fluide si elle peut s'adapter à tout moment à la demande, ce qui suppose la mobilité des facteurs de production. La demande est fluide si n'importe quel acheteur peut s'adresser à n'importe quel vendeur sans être gêné par la distance, l'habitude ou la réglementation, etc.

II – FORMATION DU PRIX D'EQUILIBRE

A – L'OFFRE DES PRODUCTEURS

L'offre se définit comme la quantité de biens et de services mise à la disposition des consommateurs par les entreprises.

Cette offre a la caractéristique d'être parfaitement élastique, c'est-à-dire qu'elle réagit immédiatement à toute variation de prix. Lorsque le prix augmente, les entreprises offriront davantage de produits sur le marché pour accroître leur profit. Elles vont accroître leurs capacités de production et donc accroître le volume de l'offre globale. La courbe d'offre est croissante, c'est-à-dire que plus le prix est élevé, plus la quantité offerte est grande.

En revanche si le prix diminue, cela signifie que les consommateurs ne désirent plus autant de produit. Dans ce cas, les chefs d'entreprises vont réduire leur production et diminuer l'offre globale.

B – LA DEMANDE DES CONSOMMATEURS

La demande d'un bien sur un marché est la quantité de produits que les consommateurs sont disposés à acheter à un certain prix, étant donné leurs revenus et leurs préférences.

L'acheteur doit pouvoir disposer d'un revenu suffisant pour exprimer une demande solvable.

La demande varie en sens inverse du prix. Lorsque le prix augmente, les consommateurs limités par leurs revenus vont diminuer leurs consommations. La demande globale représentée par la somme des demandes individuelles baisse.

En revanche, si le prix diminue, les consommateurs vont pouvoir acheter davantage de biens et la demande globale va s'accroître. Tout comme l'offre, la demande est élastique, c'est-à-dire qu'elle réagit instantanément aux variations des prix.

C – L'EQUILIBRE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

L'offre et la demande se rencontrent sur le marché où se déterminent à la fois :

- Le prix d'équilibre : prix unique qui s'impose à tous (vendeurs et acheteurs)
- Le volume des quantités échangées.

Exemple : tracez les courbes et déterminez le prix et la quantité d'équilibre pour le bien dont les demandes et les offres en fonction du prix sont les suivantes :

DEMANDE	90	85	80	75	70	65
PRIX	100	200	300	400	500	600
OFFRE	40	60	80	100	120	140

III – LA FORMATION DES PRIX DANS UN SYSTEME CONCURRENTIEL

Il y a imperfection du marché dès que l'une des conditions de la concurrence pure et parfaite n'est pas vérifiée. Les offreurs disposent alors d'un pouvoir d'action sur le marché leur permettant de modifier le processus concurrentiel et la formation des prix.

A – PRIX DE MONOPOLE

Le monopole met un vendeur unique en présence d'une multiplicité d'acheteurs. La situation de monopole se rencontre essentiellement dans les monopoles d'Etat assurés par des entreprises publiques.

Par sa situation de monopole, l'entreprise est maîtresse de ses prix. Pour les déterminer, elle doit tenir compte de la demande et de ses coûts. Si le coût est très élevé, la demande sera faible et elle augmentera si le prix diminue.

Selon le nombre de producteurs (1, 2 ou quelques uns), le marché prend le nom de monopole, duopole ou oligopole.

B – PRIX D'OLIGOPOLE

L'oligopole est un marché sur lequel un petit nombre de vendeurs est confronté à une multitude d'acheteurs ; chaque entreprise possède une grande part de marché.

Pour maîtriser leurs prix de vente, les producteurs tentent de se soustraire aux lois du marché par différents moyens : monopole temporaire par l'innovation, fusions ou absorptions, différenciation des produits, politique de communication valorisante du point de vue de l'image de marque, ententes, cartels, etc.

CHAPITRE 6 : LE DEVELOPPEMENT ET SES INEGALITES

OBJECTIFS :

- Clarifier quelques notions
- Expliquer le sous – développement
- Indiquer les stratégies et politiques de développement

- Exposer les objectifs du millénaire de développement.

SECTION 1 : LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE : NOTIONS, DEFINITION ET MESURE

I – LA CROISSANCE ECONOMIQUE : NOTION, MESURE.

A - NOTION DE CROISSANCE

Pour A. Silem, « la croissance économique est l'augmentation durable en termes réels d'un indicateur de la performance économique ».

Quant à François Perroux, il écrit : « la croissance économique est l'augmentation soutenue pendant plusieurs périodes d'un indicateur de dimension ».

Par opposition à la croissance qui s'intéresse aux longues périodes, l'expansion désigne le phénomène à court terme.

Dans la pratique, la croissance est appliquée aux pays développés industriels et le développement aux pays en voie de développement. Pour ces derniers, après être qualifiés péjorativement de pays sous-développés, des pays du tiers monde, il semble qu'à la suite de gros efforts consentis dans l'investissement, le développement et l'amélioration de leurs conditions économiques et sociales de leurs populations, ils sont désormais qualifiés désormais de pays en développement.

B - LA MESURE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

La croissance concerne souvent les grands agrégats économiques et, de ce fait, susceptible d'être mesurée.

On dénombre en effet plusieurs agrégats servant à la mesure de la croissance :

- Le PNB ou le PIB
- La consommation
- L'investissement
- Le revenu

En ce qui concerne le PIB ou le PNB, il y a lieu de souligner la difficulté d'évaluation de l'autoconsommation dans de nombreuses économies traditionnelles, occupant ainsi une grande place dont la valeur est difficile à mesurer et à évaluer, échappant ainsi à l'estimation exacte du produit national.

La croissance est un phénomène cumulatif de longue durée, par opposition aux fluctuations (expansion, récession, stagnation et reprise) qui sont des phénomènes conjoncturels de courte période.

Pour mesurer le niveau de vie, on se réfère à l'agrégat rapporté à la production totale : PNB/habitant, PIB/habitant ou revenu/habitant. Cependant l'absence ou l'insuffisance de

l'appareil statistique et de la comptabilité nationale d'un côté engendre la faible prise en considération de la production nationale d'un côté et prédominance de la population rurale de l'autre.

II – LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

A - Notion de développement

De nombreux économistes et spécialistes s'accordent à dire que le développement est un processus complexe qui concerne les aspects qualitatifs et quantitatifs du phénomène.

- **A. Silem** : « d'une façon générale, le développement correspond à une évolution durable des structures qui est à l'origine du phénomène de croissance et de sa prolongation dans le temps »
- **F. Perroux** : « le développement est une combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent aptes à faire croître cumulativement et durablement son produit réel »
- **Le PNUD** (Programme des Nations Unies pour le Développement) qui intègre l'aspect humain, a défini le développement humain comme le processus d'élargissement qui s'offre aux individus : la possibilité de mener une longue vie en bonne santé, acquérir des connaissances, accéder à l'emploi, aux revenus nécessaires pour bénéficier d'un niveau de vie décent.

B - LES NIVEAUX DE DEVELOPPEMENT

Les préoccupations de nombreux économistes consistaient à apprécier les niveaux de développement – plus précisément les inégalités de développement – des différents pays et à les comparer.

La diversité économique, sociale et politique des pays sous-développés rend difficile leur classification dans un bloc et inopérante toute démarche unique quant à la lutte contre le sous-développement, en constituant un bloc hétérogène.

Des indicateurs retenus permettent de mesurer et de mettre en évidence les niveaux de développement : le niveau de consommation alimentaire, le niveau de revenu ou du PIB/habitant, le degré d'industrialisation (fraction de la population active dans le secteur secondaire ou bien la part de la production industrielle dans le PNB).

C - CROISSANCE, DEVELOPPEMENT ET PROGRES

1- DU PROGRES ECONOMIQUE ET SOCIAL

Il y a progrès lorsque, par exemple, la société industrielle se substitue à la société agricole traditionnelle, ou encore c'est le passage d'une période de faible croissance ou stagnation à

une période de forte croissance. Par progrès, nous entendons l'évolution favorable par rapport à un critère d'appréciation.

La notion de progrès s'applique aux différents domaines d'activité humaine. Les concepts de croissance, de développement et de progrès sont des phénomènes économiques et sociaux indissociables et doivent aboutir au processus de progrès social qui constitue indéniablement la finalité de l'activité humaine.

2- DEVELOPPEMENT ET PROGRES

Le progrès se présente comme un critère d'appréciation caractérisant une société en mutation et en développement. Quant au concept de développement, il s'agit des transformations intervenues dans les différentes structures : les transformations scientifiques et techniques, les changements de l'appareil productif, les changements des conditions sociales, les changements des mentalités.

III – LES INDICATEURS DU DEVELOPPEMENT

A – LES INDICATEURS ECONOMIQUES

1- Les structures économiques par secteur

De nombreux auteurs soulignent comme fait significatif la répartition sectorielle des activités économiques (Colin Clark). En saisissant l'évolution des effectifs des 3 secteurs classiques : agriculture, industrie, services, nous remarquons un transfert de la population active du secteur primaire vers le secondaire, ensuite vers le tertiaire, à la suite des gains de productivité que tire tour à tour chacun des secteurs.

2- Le niveau de consommations alimentaires

Il existe des normes internationales de consommations alimentaires qui se mesurent par le nombre de calories par habitant et par jour. Les organismes internationaux (OMS, ONU) l'ont fixé à 2 500 calories, correspondant aux besoins normaux et élémentaires. Toute quantité inférieure à cette norme est qualifiée de sous-nutrition ou de malnutrition

C'est ainsi qu'on parlera de sous-alimentation dont souffrent les populations des pays en voie de développement dans la situation de carences alimentaires ou de non satisfaction des besoins fondamentaux.

B – LES INDICATEURS SOCIAUX

L'aspect social et humain du développement peut être ainsi saisi par un certain nombre d'indicateurs sociodémographiques. Ces derniers mettent en évidence les conditions sociales des populations, qui peuvent être perceptibles et mesurées.

- a. **La santé** : cet aspect est appréhendé à travers les éléments suivants : l'espérance de vie, la mortalité infantile, le nombre d'habitants pour 1 médecin, l'infrastructure sanitaire (hôpitaux, cliniques, centre de soins, etc.) et le personnel médical et para médical correspondant
- b. **L'éducation** : elle est saisie à travers les taux de scolarisation des enfants et d'alphabétisation des adultes
- c. **Les conditions de logement** : on le mesure par le taux d'occupation par logement (TOL), par le pourcentage de ménages accédant aux réseaux d'AEP (adduction en eau potable), d'assainissement, les installations sanitaires, le pourcentage de logements précaire, équipements électroménagers
- d. **L'urbanisation** : elle est appréhendée par le pourcentage population urbanisée, par l'accès aux équipements collectifs
- e. **La démographie** : elle est mesurée à travers le taux de fécondité, de natalité et surtout de l'espérance de vie
- f. **Culture et loisirs** : c'est un aspect très important de la mesure du niveau de développement. Cette rubrique peut être saisie à travers le nombre de salles de cinéma, de théâtres, de journaux, de périodiques, de maisons de culture, etc.
- g. **Sports** : outre les infrastructures sportives, terrains, stades salles et autres aires de jeux, il y a lieu de prendre en compte les éléments suivants : différentes disciplines pratiquées et popularisées, nombre de clubs sportifs, nombre d'adhérents et ou de personnes pratiquant une discipline sportive donnée, nombre d'animateurs, de moniteurs.

De manière générale, les indicateurs sociaux, dans leur évolution, montrent qu'il y a une amélioration des conditions sociales globales dans le tiers-monde.

SECTION 2 : LE SOUS-DEVELOPPEMENT : CRITERES ; CARACTERISTIQUES

A - DIFFERENTS POINTS DE VUE DU PHENOMENE SOUS-DEVELOPPEMENT

Le phénomène du sous-développement a suscité un foisonnement de définitions eu égard à la grande diversité des pays du tiers monde.

1- La vision historique

En faisant référence à la théorie de Rostow (5 étapes de la croissance), le sous-développement est présenté comme un retard par rapport aux pays développés. Les pays concernés se caractérisent par la pauvreté, l'économie traditionnelle, préindustrielle et arriérée.

2- La vision tiers-mondiste

Elle considère le sous-développement comme une situation de blocage et de misère produite par le développement des pays riches. Les pays sous-développés sont dominés,

pillés, exploités et corrompus par les européens. Ce cadre de définition culpabilise la colonisation comme cause essentielle de l'état de sous-développement. Cependant, il faut associer les responsabilités des dirigeants et des populations des pays sous-développés, ce qui donnera au sous-développement une double cause : externe et interne.

3- La vision quantitativiste ou quantitative

Le sous-développement est mesuré à travers un certain nombre d'indicateurs macroéconomiques (le PNB par habitant par exemple) qui apparaissent très faibles. Néanmoins, ce concept n'est pas du tout significatif chez les pays pauvres en raison des éléments suivants : la non comptabilisation de certaines activités.

4- Le point de vue des Nations Unies

L'Organisation des Nations Unies (ONU) assimile le sous-développement à un blocage empêchant l'utilisation optimale des ressources disponibles et potentielles, économiques et humaines

5- L'approche sociologique

Elle considère le sous-développement comme une situation de dualisme flagrant qui paralyse l'économie et la société des pays qui y sont touchés. On assiste socialement à la domination d'une minorité qui accapare les richesses et les privilèges au détriment de la grande majorité pauvre et analphabète qui se maintient encore dans des conditions traditionnelles.

Sur le plan économique, on constate dans les pays sous-développés une coexistence de 2 secteurs antagonistes : un secteur traditionnel confiné dans l'agriculture vivrière et l'artisanat, et un secteur moderne actif dans l'industrie et l'agriculture moderne souvent exportatrices, donc totalement extraverti.

B - LES CRITERES DU SOUS-DEVELOPPEMENT

Les pays sous-développés se caractérisent par les éléments socio-économiques suivants :

1- Les critères démographiques

Ils concernent principalement tous les aspects quantitatifs et descriptifs de la population : la forte fécondité, la forte natalité, la faiblesse de l'espérance de vie, la rapide croissance démographique dont la structure est jeune

2- Les critères sociaux

Ils se résument par les aspects suivants : analphabétisme, carences alimentaires et médicales, sous emploi et conditions de vie désastreuses, dualités et contrastes sociaux où la

majorité est pauvre et la minorité riche. Les inégalités et injustices sociales ne cessent de s'exacerber.

3- Les critères économiques

Les éléments essentiels qui caractérisent les pays sous-développés sont :

- La prédominance du secteur primaire, faiblesse du secteur secondaire avec un tertiaire inadapté
- Les niveaux des techniques et des rendements médiocres
- La faiblesse de l'épargne et des investissements avec quasi absence de l'innovation
- Le développement des activités du secteur informel et du marché parallèle

4- Les critères commerciaux

Ils se limitent essentiellement à :

- La prédominance des mono ou bi-exportations, souvent de matières premières
- La dépendance à l'égard d'un petit nombre de fournisseurs et de clients, les échanges sont dans le sens Nord-Sud
- Au déficit commercial permanent qui est une caractéristique fréquente et endémique des pays du tiers monde

5- les critères financiers

Ils englobent divers éléments :

- L'insuffisance de l'épargne et de l'investissement
- L'évasion des capitaux
- L'endettement croissant
- L'inflation galopante et non maîtrisée
- La structure monopoliste et élémentaire du secteur bancaire et financier

C– LES CARACTERISTIQUES DOMINANTES DU SOUS-DEVELOPPEMENT

On peut recenser une série de 3 groupes de traits caractéristiques du sous-développement.

1 - PAUVRETE ET INSATISFACTION DES BESOINS FONDAMENTAUX

Les besoins fondamentaux ou vitaux portent sur les biens suivants :

- Alimentation, habillement, logement avec les biens mobiliers de base qui les accompagnent
- Services de base : santé, éducation, eau potable, sanitaire et transports collectifs

- Investissements publics dans les services collectifs : ils ont été bénéfiques aux pauvres, ce qui a permis d'augmenter à long terme la croissance de la production et de la consommation
- Politique de développement favorable à l'emploi : les pays qui ont développé des activités fortes utilisatrices de travail ont les mieux réussi à diminuer, voire éliminer la pauvreté (Chine, Taiwan, Corée)
- Redistribution des actifs : les réformes agraires et la redistribution des terres constituent de véritables catalyseurs de lutte contre la pauvreté, rurale notamment, en faisant profiter de nombreuses familles à travailler et à subvenir à leurs besoins alimentaires de base
- Redistribution des droits : les privilèges sociaux, les barrières entre les classes et l'accès à l'éducation sont réservés à une minorité. Ce qui fera exacerber les inégalités et la pauvreté. La mise en place de certains droits élémentaires par les réformes politiques et économiques permettra d'éliminer la pauvreté : droit à la terre, sécurité sociale, salaire minimum, prix rémunérateur pour les paysans.

2 - DUALISME, INARTICULATION ET DISTORSION

- Le dualisme :

il correspond à une réalité évidente des pays pauvres du tiers monde : c'est la coexistence de 2 sociétés, l'une traditionnelle surtout rurale, et l'autre moderne, se présentant souvent comme une enclave contrôlée par l'étranger : industries, banques, plantations, etc. Comme ces 2 secteurs entretiennent peu ou pas de liens, on parle d'in articulation

- Le dualisme et l'inarticulation :

Ils sont dus à l'introduction brutale du mode de production capitaliste dans ces sociétés traditionnelles mais homogènes (pauvres et stagnantes) au 19^{ème} siècle, pendant la colonisation de 2 cultures différentes

De nombreuses activités intermédiaires, notamment au milieu urbain, se sont développées entre les 2 secteurs qu'on appelle communément le secteur informel de survie. Il s'agit : de petits métiers, des vendeurs à la sauvette ou ambulants, des réparateurs divers, des petits restaurants, etc.

Le secteur occupe une bonne partie de la population urbaine : jeunes, adultes sans emploi et il se caractérise par des :

- Activités dérivées du secteur moderne (commerce de biens industriels)
- Activités monétaires procurant des revenus à leurs titulaires, donc faisant vivre de nombreuses familles

- Activités peu capitalistiques nécessitant des immobilisations simples et élémentaires (planches, tapis, cabas, etc.).

Le secteur informel peut (aspects positifs) :

- Constituer la transition vers le secteur moderne et formel
- Faire preuve de dynamique mieux que le secteur public en faillite qu'on cherche à privatiser
- Fournir des emplois
- Former une main d'œuvre sur le tas, même d'origine rurale, à diverses techniques liées à l'industrie (bâtiments, services divers, confection, etc.).

- **Distorsions**

A côté du dualisme et de l'inarticulation, les pays en voie de développement sont victimes de distorsions dues aux contacts avec les pays développés, engendrant des transformations des sociétés et des modes traditionnels. Le choc produit a entraîné un mimétisme du mode de vie occidental et une attirance sans précédent, de jeunes et de certaines couches supérieures vers les valeurs et les habitudes de consommation des pays développés. C'est ce qu'appelle Bahmani : « l'occidentalisation du tiers monde ».

3- LES INEGALITES SOCIALES

Les inégalités sont beaucoup plus criantes et manifestes dans les pays en voie de développement.

La plupart des pays du tiers monde connaissent ou se caractérisent par des inégalités régionales internes, qui s'expliquent par les phénomènes de polarisation du développement dans la ville ou d'une région et la diffusion s'effectue lentement au reste du pays. De ce fait, les inégalités et disparités de départ seront exacerbées entre les régions d'un même pays.

SECTION 3 : LES CAUSES DU SOUS – DEVELOPPEMENT : LES EXPLICATIONS

I – LES EXPLICATIONS ECONOMIQUES DU SOUS-DEVELOPPEMENT

On distingue 3 types d'explications du sous-développement :

A - LA THEORIE DES CERCLES VICIEUX DE LA PAUVRETE ET DE LA STAGNATION

Pour certains auteurs, le sous-développement « s'auto entretient » car les pays pauvres n'arrivent pas à sortir ou à briser une série de cercles vicieux pouvant être schématisés de la façon suivante :

- a- Pauvreté – faibles revenus – faible épargne – faibles investissements – peu de capital – faible productivité – faibles revenus – pauvreté – etc.
- b- Faibles revenus – alimentations insuffisantes – faible productivité – faibles revenus – etc.

- c- Faibles revenus – faible demande – marchés étroits – manque de débouchés – faibles investissements – faible productivité – etc.

Pour rompre avec ces cercles vicieux, il y a lieu de recourir aux ressources extérieures, apport qui va sans doute permettre d'accroître le stock de capital technique et la productivité, donc les revenus et la demande et par conséquent l'investissement.

Toutefois l'existence des cercles vicieux n'a pas été un véritable obstacle au développement économique des premiers pays industrialisés qui ont connu une impulsion avec peu de capital et sans aide extérieure : le manque de ressources minérales, l'insuffisance des ressources hydriques, la mauvaise qualité des sols.

B - LE SOUS-DEVELOPPEMENT, RETARD DE DEVELOPPEMENT OU LA THEORIE DES ETAPES DE LA CROISSANCE

Rostow distingue 5 étapes par lesquelles les pays et les sociétés doivent passer-(1960) :

1. Les sociétés traditionnelles
2. Les conditions préalables au démarrage
3. Le démarrage (décollage ou take off)
4. La marche vers la maturité
5. L'ère de la consommation de masse

C - LA THEORIE DE LA DOMINATION ET SES COROLLAIRES : DEPENDANCE, ECHANGE INEGAL, CAUSES DU SOUS-DEVELOPPEMENT

1- l'impérialisme

L'impérialisme avec ses corollaires (la domination, le pillage des ressources, l'échange inégal) constituent les causes essentielles de la situation des pays du tiers monde (théorie néo-marxiste).

Une contre thèse libérale qui s'oppose au courant marxiste affirme que le colonialisme et l'impérialisme ne sont pas la cause du sous-développement. Pour ces auteurs, il y a 2 siècles ou plus, tous les pays sont sous-développés et le phénomène de domination, de conquête et de pillage des peuples ne sont pas nouveaux et n'ont pas entraîné le développement économique des conquérants, tels que les Huns, les Arabes et les Mongoles, voire même les plus récents comme les Portugais et les Espagnols.

Au contraire, c'est la révolution industrielle en Angleterre puis en Europe qui a permis l'impérialisme et la colonisation, grâce à l'avancée technologique, militaire et économique dont disposent ces pays. Donc le phénomène de l'impérialisme et de la colonisation ne sont que la conséquence des écarts entre nations et non la cause. De nombreux exemples et explications ont été ainsi présentés pour étayer leur thèse :

- Des pays non colonisés sont plus pauvres que ceux qui ont connu la colonisation : Afghanistan, Ethiopie. En outre certains avaient même des relations commerciales plus que les autres : la Côte d'Ivoire et le Cameroun par opposition au Centre Afrique et au Mali qui figurent toujours parmi les moins bien classés et moins développés
- Les puissances coloniales des temps modernes (mercantilisme) ont connu un développement tardif : Espagne et Portugal
- De nombreuses anciennes colonies sont devenues des puissances actuellement (PDEM) : Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle Zélande

Enfin, la colonisation possède et procure également des effets positifs :

- Mise en valeur des ressources
- Réalisation des infrastructures
- Introduction de la technologie
- Instauration d'un cadre institutionnel, administratif et légal sans lesquels aucun développement n'est possible.

2- Le rôle du commerce international

Il est considéré par les uns comme facteur favorable pour lutter et sortir du sous-développement, en permettant le développement et la diffusion du développement : les importations, la stimulation des investissements extérieurs. Il y a donc des effets positifs dus à la division internationale du travail, grâce au libre échange.

Par contre pour d'autres, le commerce international ne conduit pas au développement car il génère des effets retardataires et renforce la stagnation et la régression, à cause du libre échange qui favorise les pays développés et ruine les pays pauvres, en les confinant dans les spécialisations primaires et désavantageuses. Pour eux, les pays développés s'opposent au développement des pays sous-développés par crainte de la concurrence. Le commerce international dans l'état actuel des choses, ne fera qu'aggraver la situation des pays sous-développés.

Les explications du phénomène du sous-développement ne sont pas uniquement économiques ; des causes extra-économiques sont également présentées pour élucider le sous-développement.

II – LES EXPLICATIONS NON ECONOMIQUES DU SOUS-DEVELOPPEMENT : LES OBSTACLES ET LES FACTEURS DE BLOCAGE

Le sous-développement peut s'expliquer à travers les facteurs relevant de la géographie, du climat, de l'histoire et de la culture en général.

A- LES FACTEURS HISTORIQUES ET GEOGRAPHIQUES

1. Depuis l'antiquité et pendant longtemps, le commerce qui s'est développé n'a impliqué pratiquement que le Moyen Orient, le Bassin méditerranéen, l'Inde et la Chine. De ce fait des continents et des régions entiers se trouvent isolés et écartés des échanges : Afrique subsaharienne, Amérique et Océanie. Ce qui explique le retard de développement de nombreux pays.
2. Le déclin des grandes civilisations (musulmane, chinoise, indoue, etc.) ou des grands empires (Empire ottoman, Empire Mongole) d'une part et l'expansion européenne à laquelle s'ajoute la Renaissance, à partir du 15^{ème} siècle et surtout du 18^{ème} siècle d'autre part, expliquent le décalage croissant au profit de l'Europe et le sous-développement de ces régions face au monde occidental.
3. Des facteurs géographiques expliquent aussi le sous-développement. En effet, les régions peu tempérées, tropicales, sols difficiles et ingrats s'avèrent comme de véritables obstacles particuliers tant à l'agriculture qu'aux autres activités. Ces explications reposent sur le fait que la révolution agricole et la révolution industrielle des 18^{ème} et 19^{ème} siècles sont intervenues dans des zones tempérées (Europe du nord, Amérique du nord, Japon, etc.). En outre, certains pays ont pu asseoir leur prospérité dans la phase de développement, sur la disponibilité des ressources naturelles et abondantes : charbon, minerai de fer, plaines fertiles, etc.

Cette thèse est fortement contestée, en raison des arguments et des exemples suivants de pays :

- a- Le Japon, dépourvu de ressources naturelles et énergétiques est fortement développé, puisqu'il est aujourd'hui la 2^{ème} puissance mondiale
- b- Nombreux pays d'Afrique et d'Amérique Latine, très riches en ressources naturelles, mais demeurent sous-développés. Cela peut aboutir à la conclusion suivante : la présence des ressources naturelles ne présage pas du devenir économique du pays et ne garantit pas forcément le développement. Aussi, faut-il souligner la distinction dans les ressources naturelles entre celles qui sont potentielles et celles qui sont exploitées et valorisées
- c- Les milieux tropicaux présentent également de nombreux obstacles à l'activité économique et sociale
 - Influence du climat sur la santé, comme les grandes épidémies tropicales : la malaria, le paludisme
 - Prolifération des insectes et des parasites végétaux, fort nuisibles et destructifs pour les cultures
 - Fragilité des sols tropicaux : éboulement, marécage, glissement et affaissement des terrains
 - Sécheresse endémique dans de nombreux pays du Sahel et de toute la zone subsaharienne dont les « diverses menaces et dégâts humains » sont incommensurables avec le lot de victimes de la famine qu'elle engendre

Ainsi, aussi bien les aspects géographiques ou climatiques que les ressources naturelles ne sauraient expliquer à eux seuls le sous-développement. Comme le mentionne à juste titre J. Brasseul : » le développement vient de l'action et de l'organisation des hommes et non du fait de disposer des ressources minières, et les ressources humaines sont également décisives : il n'en est de richesse que d'hommes ».

B - LES OBSTACLES POLITIQUES, JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELS

Le développement des échanges, condition de la croissance économique, requiert un milieu favorable dont on peut retenir les éléments suivants :

- a- Un ordre juridique rationnel, la protection des contrats, la sécurité du commerce
- b- La liberté et la mobilité du travail. Ce qui permet de pointer le doigt sur le problème et le statut héréditaire de l'emploi qui sévit malheureusement dans de nombreux pays sous-développés d'Afrique et d'Asie
- c- Le rôle de l'unité nationale et de l'état central qui constituent incontestablement la condition essentielle pour éradiquer ou atténuer les problèmes de déchirement ethnique dominant en Afrique où ils se présentent comme un obstacle majeur pour un quelconque investissement de développement ou de lutte contre les problèmes économiques et sociaux qui les rongent
- d- Parmi les nombreux éléments et facteurs positifs qui concourent en faveur d'un pays uni politiquement, socialement et territorialement, nous pouvons souligner l'importance de l'infrastructure publique, économique, sociale et culturelle ; de divers services publics et de toute la panoplie des équipements d'accompagnement ; des structures mentales et sociales convenables et favorables au bon fonctionnement des institutions : fonctionnaires honnêtes, intègres, compétents et fortement épris d'esprit de civisme et de citoyenneté, etc. Car nous connaissons aujourd'hui le grand fléau rampant qui ronge les pays du tiers monde (même les pays développés) : la corruption, le trafic d'influence.

C - LES FACTEURS CULTURELS : LES OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT

Les structures sociales, psychologiques, mentales et culturelles de la majorité des pays sous-développés s'opposent à l'organisation politique et économique moderne des Etats. Pour nous limiter à leur simple énumération, nous dénombrons :

- a- Les mentalités et systèmes de valeurs, souvent incompatibles avec certaines exigences actuelles de la « vie moderne »
- b- La persistance des structures sociales traditionnelles, tribalisme en Afrique ou en Amérique latine avec leur lot, esclavage (Soudan et Mauritanie) ou système de caste en Inde avec le fonctionnement et la permanence du statut héréditaire et de la répartition des activités en fonction de l'appartenance sociale.

- c- La persistance et le poids de certaines traditions et croyances punitives qui excluent toute rationalité ou toute démarche favorable et au profit du développement économique et social
- d- Les facteurs religieux avec leurs lots d'interdits ne favorisent pas souvent certaines activités de production, de commerce ou même de la consommation tels que l'alcool et la viande de porc ou de sanglier, en Islam et la vénération de la vache en Inde, qui pourraient participer par exemple à créer de l'emploi, à diminuer la pauvreté et la famine. Leur culture ou leur exploitation notamment par le commerce international, servirait les pays concernés en termes d'emploi, de commercialisation et surtout de recette en devises non négligeables que cela aurait à procurer.

Section 4 : LES STRATEGIES ET POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT

I - LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

A- LA CROISSANCE EQUILIBREE

Il s'agit pour les Etats de pratiquer une politique interventionniste de manière à provoquer simultanément une vague d'investissements productifs en matière d'infrastructures et d'équipements publics et une vague d'investissements industriels dans l'ensemble du secteur industriel.

Les investissements en infrastructures permettent d'équiper et de moderniser le pays et d'élargir les possibilités d'approvisionnement et de débouchés : les routes, les réseaux de communication et d'adduction (eau potable, assainissement, voirie, énergie, téléphone, technologie d'information et de communication, etc.), transport, logement, infrastructure de santé, d'éducation, de formation, etc.

Ces infrastructures économiques et sociales permettent aux entreprises de réaliser des économies externes : abaissement des coûts de production dû à des facteurs externes à l'entreprise. Quant aux investissements productifs, ceux-ci doivent être répartis entre les différentes branches industrielles pour que les effets d'entraînement puissent jouer de l'une vers l'autre, au sein de l'industrie d'abord et vers les secteurs socio économiques ensuite. Exemple : un projet isolé ou même plusieurs projets disparates ne sont jamais rentables.

B - LA CROISSANCE DESEQUILIBREE

Pour les théoriciens, il est préférable d'axer les efforts et les ressources financières en privilégiant le développement d'un secteur ou d'un pôle. En effet, F. Perroux soutient que l'effort d'investissement doit porter sur le développement de quelques industries motrices possédant le pouvoir d'entraînement qu'elles exercent sur le reste de l'économie.

Aussi, l'idée de privilégier, un certain nombre de secteurs, consistera à choisir ceux qui ont le plus d'effets de liaisons qui peuvent se produire en amont, en créant des débouchés pour les entreprises qui produisent des consommations intermédiaires et en aval en créant des

emballages et des réseaux de distribution. Les plus indiquées sont les entreprises industrielles de transformation : agroalimentaires, confection, électroménager, etc.

Cette stratégie de croissance déséquilibrée est à la base de nombreuses stratégies de développement adoptée par de nombreux pays dont l'Algérie dans les années 70 à travers l'expérience des fameuses industries industrialisantes ou encore les fameux pôles de croissance ou de développement.

II – LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT

A- LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

L'essor de l'activité et de la production agricole s'est accéléré grâce aux diverses innovations et évolutions depuis l'antiquité :

- L'irrigation puis l'attelage
- La diffusion de nouvelles espèces sur tous les continents grâce aux phénomènes de conquêtes territoriales, de colonisation et de grands commerces : introduction de maïs, du manioc, de la pomme de terre, de la tomate et de haricot en Afrique et en Asie
- La révolution industrielle (précédée d'une grande transformation de l'agriculture et son développement) qui a bien fourni à l'agriculture des engrais chimiques et autres produits ainsi que la mécanisation de celle-ci
- Plus récemment, les découvertes en matière de biogénétique ont permis la création et l'introduction de nouvelles espèces (OGM) plus productives, mises en œuvre dans de nombreux pays en voie de développement à travers ce qu'on appelle « la révolution verte »

Depuis 1945, le tiers monde a participé à cette transformation de l'agriculture et à l'accroissement de la production agricole, mais la production alimentaire par habitant n'a pas progressé à cause de la forte croissance démographique.

B - LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

En relation avec les stratégies (équilibrée et déséquilibrée), les politiques de développement industriel peuvent être classées en 3 principaux groupes.

1. Le développement par les industries industrialisantes

C'est une application de la théorie du développement déséquilibrée. Cette stratégie consiste à donner la priorité à la machine de production d'énergie, à la constitution d'industries de base et d'industries lourdes qui permettront le développement économique national, largement dépendant de l'étranger. Ces industries sont censées préparer le terrain à de futures industries de biens de consommation qui vont bénéficier d'un approvisionnement national suffisant. Cette théorie a été appliquée en Algérie, en Inde, en Egypte et au Ghana.

2. LE DEVELOPPEMENT PAR LA SUBSTITUTION DES IMPORTATIONS

Cette théorie (pratiquée par les pays latino- américains) depuis la crise de 1929-30 et après la seconde guerre mondiale) rappelle la stratégie de croissance équilibrée qui consiste, en défendant les industries nationales par un protectionnisme actif, à satisfaire la demande intérieure en remplaçant les importations par les produits locaux.

Le but de cette politique est de permettre :

- La réduction de la dépendance extérieure
- L'amélioration de la balance commerciale
- La dotation du pays d'une industrie diversifiée.

3. LE DEVELOPPEMENT PAR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

Cette stratégie, d'inspiration libérale, repose sur une insertion active dans le commerce international, conformément à la théorie classique (avantages comparatifs de Ricardo).

Ohlin explique que les avantages comparatifs sont liés aux différences de dotation en facteurs de production et à la manière dont ils entrent dans la combinaison de production. Cette stratégie a été suivie par les nouveaux pays industrialisés (NPI) à partir du milieu des années 60 : présence d'une main d'œuvre abondante et bon marché, attirant les productions qui sont moins rentables dans les pays anciennement industrialisés.

Mais avant, nous exposerons quelques problèmes et handicaps entravant le développement industriel.

III - Les problèmes et handicaps

Les nombreuses difficultés et contraintes que rencontrent les pays du tiers monde peuvent se résumer en 4 types de problèmes souvent socio économiques.

- **Problèmes de marché** : la dimension du marché des pays sous-développés pose un sérieux problème : petite taille, faible demande, faible pouvoir d'achat, etc.
- **Problèmes de main d'œuvre qualifiée et compétente** : les pays disposent en général d'une main d'œuvre locale abondante mais non qualifiée et instable. En outre, les cadres sont rares et souvent tentés par l'émigration
- **Problèmes de technologie** : elle est coûteuse et sophistiquée, donc difficilement accessible aux pays en développement
- **Problèmes de capital** : c'est surtout à la difficulté de disponibilité des capitaux que les pays du tiers monde sont confrontés. L'épargne est faible et les riches ont soit investi dans le foncier et l'immobilier, domaines de spéculation par excellence et non générateurs de richesses pour la collectivité, soit effectué des placements à l'étranger. Les conditions socio politiques et économiques des pays sous-développés ne permettent pas d'attirer des investissements directs étrangers (IDE).

Section 5 : Les nouvelles perspectives de développement : les objectifs internationaux du développement (1990 – 2015)

Dans les années 90 la situation des pays en développement ne cesse de se détériorer sur plusieurs fronts et dans nombreux aspects et domaines. De nombreuses conférences internationales, sous l'égide des Nations Unies ont été organisées..

Essayons de passer en revue les 7 objectifs internationaux de développement, baptisés souvent « Objectifs du Millénaire (ODM) »

a- Réduction de la pauvreté

Il est fixé entre 1990 et 2015 de réduire de moitié la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté. Ceci ne sera pas facile à réaliser dans les conditions actuelles de délai proposé et de diversification profonde et fort inégale du phénomène entre les régions et les pays.

L'Asie de l'Est, notamment la Chine, constituera la majeure partie concernée par la réduction, de même que pour l'Afrique subsaharienne, en raison de l'importante croissance démographique.

b- Généralisation de la scolarisation dans l'enseignement primaire

Il est prévu de scolariser tous les enfants dans l'enseignement primaire d'ici à 2015. La scolarisation est en augmentation constante dans la plupart des régions. Cependant, en raison de certains taux de croissance démographiques de quelques régions - trop d'enfants encore à scolariser – les progrès connaissent un ralentissement. Ainsi, est-il crucial de procéder à l'élimination de discriminations et disparités entre les sexes et entre les riches et les pauvres dans les taux de scolarisation, en veillant à l'achèvement au moins de l'instruction élémentaire.

c- Promotion de l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes

Une autre question sociale consiste à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes en éliminant les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire. L'élément de base considéré comme un moyen de promouvoir l'autonomie des femmes est incontestablement l'égalité de l'accès à l'éducation. Il demeure encore, au niveau mondial, un écart entre les garçons et les filles dans l'enseignement primaire et secondaire, mais celui-ci se rétrécit davantage.

d- Réduction de la mortalité infantile et juvénile

Quant à la mortalité, l'objectif est de réduire de 2/3 les taux de mortalité d'enfants et des jeunes, entre 1990 et 2015. En effet, la mortalité chez les enfants de moins de 5 ans a diminué de 50% entre 1960 et 1990, et a ralenti durant la décennie 90. Un effort massif pour réduire pour la réduire encore des 2/3 d'ici 2015 est plus que nécessaire, notamment en

agissant sur les facteurs en cause : eau insalubre, guerres et conflits, pauvreté et malnutrition croissantes, manque d'accès à l'éducation élémentaire (pour les filles surtout), propagation du virus du Sida et enfin résurgence de certaines maladies éradiquées, paludisme et tuberculose.

e- Réduction de la mortalité maternelle

Il est aussi fixé pour la même période, la réduction des $\frac{3}{4}$ les taux de mortalité liés à la maternité. Les soins périnataux prodigués par un personnel médical et paramédical qualifié peuvent largement contribuer à la réduction de la mortalité maternelle, à l'instar des autres indicateurs sociaux, varie fortement selon les régions : faible en Amérique Latine et très élevée en Afrique. L'action de base consiste en l'investissement dans le système de santé pour améliorer la qualité et le champ des services de maternité, notamment les soins périnataux pour les pauvres.

f- Généralisation de l'accès aux services de santé génésiques

D'ici à 2015, sous l'angle sanitaire, il y a lieu d'assurer l'accès aux services de santé génésiques à tous ceux qui en ont besoin. L'emploi de la contraception a fortement progressé durant les années 90, dans la plupart des régions. L'Afrique demeure toujours à la traîne où de gros besoins sont insatisfaits, relatifs à l'information et au service de qualité, en matière de soins génésiques, en particulier chez les adolescents. Le défi consiste cependant à maintenir les progrès durant la décennie 2 000, où les pays pauvres sont particulièrement concernés.

g- Application des stratégies nationales de Développement Durable (DD)

Enfin, le dernier objectif tient à appliquer des stratégies nationales axées sur le développement durable d'ici à 2015, de manière à réparer les dommages causés aux ressources environnementales à cette échéance.

En effet, l'amélioration de la gestion de l'environnement est bénéfique aux pauvres, quand on sait que plus de 1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau salubre, des superficies forestières importantes disparaissent, favorisant l'effet de Serre. L'élaboration de stratégies de développement durable est indispensable aujourd'hui, en mettant l'accent sur des mesures efficaces de conservation des ressources naturelles et la protection de l'environnement. Mais peu de pays en développement sont encore impliqués dans ces nouvelles procédures et stratégie.

